



CGT SPIP CVL-SPIP45

Déclaration Liminaire du CSA du 20 mars 2025

Monsieur le Président,

Ce CSA du 20 mars 2025 s'ouvre dans un contexte national lourd d'incertitudes sur l'avenir des SPIP.

Alors qu'une large part de cette instance de dialogue social sera consacrée à des contingences de service, le silence assourdissant de notre nouveau Ministre s'agissant de nos missions interroge autant qu'il inquiète.

La CGT SPIP CVDL alerte depuis déjà de nombreuses années sur le démantèlement des prérogatives du SPIP et la perte de sens du métier :

- Précarisation de l'emploi dans les services ;
- Sous-effectif chronique ;
- Délégation des missions au secteur privé, notamment associatif ;
- Développement des dispositifs automatiques d'aménagement de peine ;
- Création d'agences d'État ou de service pan-administratif prenant en charge certaines thématiques (MLRV, ...) qui aurait normalement dû revenir au SPIP.

Le SPIP du Loiret en est aujourd'hui victime lorsque le SCJE peut tout à coup prétendre à prendre en charge des sursis probatoires.

L'administration, devenue la grande professionnelle de l'éparpillement, se révèle juste incapable de répondre à une question simple : quelles sont les missions du SPIP ?

Elle s'emploie à déposséder le SPIP de ses prérogatives et de ses moyens pour finalement en tirer parti et justifier une réforme qui serait soi-disant nécessaire.

Depuis l'arrivée du nouveau Ministre de la Justice, le gouffre n'a jamais été aussi proche.

- Contestation de la légitimité des missions socio-culturelles ;
- Création de quartiers haute sécurité d'où le SPIP pourrait-être exclu ;
- Réduction des budgets alloués au SPIP ;

Bien que notre Ministre ait parlé de Direction Générale à deux jambes, cette dernière pourrait bien être déjà devenue unijambiste.

Il ne vous aura pas échappé que la CGT Insertion et Probation a déjà appelé au mouvement dans les services contre la dérive sécuritaire au détriment de nos missions d'insertion, pour penser enfin notre place au sein du Ministère de la Justice.

Appelons un chat, un chat : nous ne nous sentons pas soutenus par notre administration !

Le pêché originel de l'intégration du SPIP au sein de l'administration pénitentiaire n'a jamais été résorbé. Nous sommes restés les étrangers jamais reconnus par leur pair en uniforme.

Au lieu d'être considéré comme un maillon de la sécurité de la société, ce que nous sommes par nos missions de resocialisation et d'objectif de prévenir la récidive, les discours nous confinent au rôle de guides animateurs carcéraux ou de grands béats libérant des gens qui ne le mériteraient pas.

L'administration pénitentiaire, c'est prison, prison, prison !!!!

**Dans le débat actuel, où sont les prises de parole du DAP nous concernant ?
Où sont les actes des DI pour affirmer notre singularité et notre nécessité ?**

Nous les attendons toujours !

Ultime affront fait à nos métiers, nous sabordons nous-même le bateau censé nous maintenir à flot :

- En diffusant sur internet à la disposition des associations et du public nos outils d'évaluation ;
- En facilitant l'identification des associations qui pourraient nous remplacer.

**Il n'existe pas de prison sans réinsertion !
Il n'existe pas de sécurité sans CPIP !**

Monsieur le Directeur, au crépuscule des SPIP, où serez-vous ?